

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
31776 Colomiers

Colomiers, le 25/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**TotalEnergies Marketing France**

5 chemin du champ du Bousquet  
31150 Lespinasse

Références : 2025/0254  
Code AIOT : 0006802430

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale pluriannuelle visant à tester le plan d'opération interne (POI) d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en oeuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site.

Un courrier électronique d'information ainsi que la date exacte de cette inspection ont été communiqués au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), ainsi qu'au service interministériel régional des affaires civiles et économique de défense et de protection civiles [SIRACED-PC] (Protection Civile) de la Haute-Garonne, le 29 avril 2025, avec un relai vers les forces

de l'ordre, leur demandant de ne pas intervenir dans cet exercice dédié uniquement au contrôle de la mise en application du POI par l'exploitant.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le matin durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

Cette inspection s'inscrivait également dans le contexte d'une action nationale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions s'inscrivent dans un plan d'action dit « post-Lubrizol », visant à mieux anticiper une situation accidentelle. Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

La réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le plan d'opération interne (POI) pour les établissements Seveso, ou le plan de défense incendie (PDI) pour les entrepôts relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n° 1510 de la nomenclature ICPE, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Pour les établissements Seveso, ces éléments doivent être intégrés lors de l'élaboration ou de la mise à jour de ces plans selon l'échéancier suivant :

- immédiatement pour les POI élaborés ou mis à jour postérieurement au 1er janvier 2023 ;
- au plus tard le 30 juin 2025, pour les POI des sites Seveso haut ;
- au plus tard le 1er janvier 2026, pour les POI des sites Seveso bas.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lespinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 13

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
9	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
14	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
16	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
17	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le personnel du dépôt a fait preuve d'une bonne maîtrise du risque et d'une bonne connaissance de son établissement lors de l'exercice POI inopiné. Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont été relevés. Il est, en particulier, demandé à l'exploitant de revoir la distribution des rôles de chaque membre du personnel disponible en cas de crise et de s'assurer du bon fonctionnement de son système de communication auprès des services extérieurs, et de corriger un dysfonctionnement observé sur une vanne d'alimentation en solution moussante d'un équipement de lutte contre l'incendie du site.

Du fait du caractère inopiné de l'inspection, certaines justifications sur des constats mineurs n'ont pas pu être présentées par l'exploitant le jour de l'inspection. Ces éléments devraient pouvoir être apportés rapidement par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>
Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis

à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un plan d'opération interne [POI] dont la dernière version transmise à l'inspection date de décembre 2023.  Une version transitoire du POI a été transmise à l'inspection en août 2024, dans le cadre des travaux de changement d'émulseurs, concernant la défense contre l'incendie de l'installation.  Lors de l'exercice, le POI transitoire a effectivement été utilisé par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Réalisation d'exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Selon l'exploitant, le dernier exercice POI s'est déroulé en février ou en mars 2025, l'objectif étant de réaliser un exercice par semaine.  Il est précisé qu'une fois par an, des agents du SDIS 31 prennent part à un exercice POI.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé de transmettre le compte rendu du dernier exercice POI réalisé par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

<p>d'opération interne précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La version du POI à disposition de l'inspection, mise à jour en décembre 2023, présente une liste des substances à rechercher ainsi que les milieux associés en fonction des différents incendies caractérisés dans l'étude de dangers. Une vue aérienne du site et de ses alentours recense les points de prélèvements ou de mesures prévus selon les conditions météorologiques. Un tableau précise les milieux de prélèvement associés à chaque substance. <b>L'inspection note qu'aucun prélèvement n'est prévu en milieu aquatique, bien que le canal Garonne est à proximité du site et que plusieurs points d'eau sont situés dans le secteur pouvant faire l'objet de prélèvements.</b></p> <p>Les références bibliographiques relatives à ces résultats sont indiquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, modifié par l'arrêté du 28/02/2022;</li> <li>• Avis du 1er décembre 2022, relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement du 01/12/2022;</li> <li>• Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie, version de juin 2023 [DT n° 126] ;</li> <li>• Guide INERIS 203529 - 2726120 – v2.0, Guide sur la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique - cas de l'incendie, du 09/02/2023.</li> </ul> <p><b>Toutefois, la justification du choix des substances à rechercher et du milieu associé aux premiers prélèvements environnementaux en cas de déclenchement d'un incendie n'est pas mentionnée. Compte tenu du caractère inopiné de l'inspection, l'ensemble du personnel du site n'était pas présent. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'éléments le jour de la visite.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé de justifier le choix des substances et du milieu associé aux premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'incendie.</p> <p>En particulier, l'exploitant précisera pourquoi aucun prélèvement n'est prévu en milieu aquatique (d'après le Guide DT 126, un prélèvement dans ce milieu pourrait être réalisé en phase post accident en cas de risque avéré).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
---

<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI transmis à l'inspection comporte une stratégie de prélèvement détaillée dans des «fiches outils prélèvement» (cf constat précédent) et un «guide préleveur». L'ensemble des prélèvements sont à réaliser par un prestataire extérieur, lié à l'exploitant par un contrat.</p> <p>A la suite de l'exercice POI, il a été demandé à l'exploitant de simuler une demande de prélèvements environnementaux à son prestataire (cet appel est prévu dans le cadre du POI, mais n'a pas été réalisé dans le cadre de l'exercice). <b>Le prestataire a annoncé pouvoir intervenir dans un délai n'excédant pas 4 heures, comme convenu dans le contrat.</b></p> <p>L'inspection note la présence, dans le POI, d'une «fiche moyens d'analyse et de prélèvements» indiquant les délais d'intervention et de remontées des campagnes de mesures, ainsi que les équipements associés nécessaires. <b>Pour 3 paramètres (HAPs, dioxines et furanes et PCB, Métaux), il est précisé que les mesures ne sont pas réalisées en phase d'urgence, sans indiquer d'autre délai de remontées des résultats.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé de préciser le délai de réalisation des mesures ainsi que celui de la communication des résultats d'analyse associés aux 3 paramètres suivants: HAPs, dioxines et furanes et PCB, Métaux.</p> <p>La fiche associée dans le POI sera à modifier, en conséquence, à l'occasion de sa prochaine modification.</p> <p>L'exploitant examinera, avec son prestataire, la possibilité de réduire le délai d'intervention et</p>



transmettra à l'inspection les conclusions de cet examen et les éléments justificatifs correspondants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le contrat réalisé avec le prestataire externe, signé le 13/12/2024, il devra être renouvelé tous les ans.</p> <p><b>L'inspection a demandé de consulter l'habilitation des personnels (formation) ou du prestataire, en lien avec les milieux à investiguer. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ces éléments le jour de l'inspection.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé de fournir un justificatif d'habilitation du personnel susceptible d'intervenir (formation) ou du prestataire, en lien avec les milieux à investiguer.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> <p>- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.</p> <p>En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mise à jour de l'étude de dangers du site a été transmise à l'inspection en décembre 2022.</p> <p><b>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III devra être transmise à l'inspection, au plus tard le 30 juin 2025.</b> Il est à noter que la dernière version du POI datant de décembre 2023, comporte cette liste.</p> <p>D'après les éléments présentés dans le POI, l'exploitant s'attachera à préciser la méthode appliquée et les références bibliographiques utilisées, afin d'établir l'inventaire des produits de décomposition et leur hiérarchisation, en s'appuyant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les produits stockés ainsi que les contenants, les emballages, les palettes et les matériaux de construction si cela est pertinent,</li> <li>• les quantités totales présentes,</li> <li>• la nature chimique des produits.</li> </ul> <p>La prochaine mise à jour ou révision de l'EDD devra également intégrer cette liste.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à respecter le délai fixé au 30 juin 2025 pour la transmission de la liste des</p>

produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Formation du personnel sur situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le POI indique la distribution des fonctions en cas de gestion de crise, distinguant les heures ouvrables et hors heures ouvrables. L'agent d'astreinte est notamment susceptible de prendre le rôle de directeur des opérations internes (DOI). Le planning d'astreinte a été consulté par l'inspection, celui-ci est affiché en salle d'opérations.</p> <p>L'exploitant précise que ce planning est élaboré 3 mois en avance, validé par la cheffe de dépôt ou par un adjoint. Les agents d'astreinte suivent, au préalable, une formation et doivent acquérir de l'expérience dans leur métier. Aucune procédure n'est établie formalisant les modalités d'inscription à l'astreinte. Toute participation à l'astreinte est validée par un responsable de l'établissement à travers la validation du planning d'astreinte.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé de fournir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des personnes formées pour jouer le rôle du DOI ;</li> <li>- le planning de formation des agents du site pour l'année en cours ;</li> <li>- une fiche procédure formalisant les modalités d'inscription à l'astreinte, établissant notamment les formations à suivre ainsi que le niveau d'expérience et / ou connaissance nécessaire. Ce niveau d'expérience et / ou de connaissance devra pouvoir être vérifié facilement par un responsable d'établissement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : SGS et gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

#### **Constats :**

Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, conditions météorologiques réelles, pas d'utilisation réelle de mousse en cas d'utilisation des moyens incendie : mise en eau uniquement), l'inspection a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant.

Le déroulé de l'exercice a été le suivant :

10 h 39 : constat, par un chauffeur, d'un déversement (simulé) d'hydrocarbure lors du chargement d'un camion citerne au niveau du poste de chargement des camions (PCC) ;

11 h 12 : fin de l'exercice, suite à la réalisation de manœuvres permettant de faire cesser l'incendie.

Le déroulé détaillé de l'exercice figure en annexe confidentielle du présent rapport.

L'exercice inopiné a montré que les procédures en vigueur sur le site ont permis de définir rapidement la stratégie d'intervention à mettre en œuvre vis-à-vis du scénario testé ; son déploiement s'est avéré maîtrisé par le personnel. Le comptage du personnel présent a été réalisé dans un délai court au regard du nombre de personnes présentes sur le site lors de l'exercice (incluant les entreprises extérieures).

**Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont, toutefois, été relevés lors du débriefing réalisé avec l'exploitant à l'issue de l'exercice :**

- communication téléphonique avec l'extérieur ;
- rôle de «secrétariat sinistre» à revoir, en particulier en cas d'absence de plusieurs agents.

**Cet exercice a permis également d'identifier un dysfonctionnement sur une vanne d'alimentation en solution moussante d'un des équipements de lutte contre l'incendie du site.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant adressera à l'inspection le compte rendu qu'il a établi à l'issue de l'exercice, accompagné de son plan d'actions correctives.

L'exploitant devra prendre en compte les observations de l'inspection lors de ses prochains exercices POI.

L'exploitant corrigera le dysfonctionnement, observé lors de l'exercice, sur une des vannes permettant la mise en eau d'un des canons, et transmettra à l'inspection les éléments justifiant du retour à la conformité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Contenu POI : responsable alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
<b>Constats :</b>  La procédure de déclenchement de l'alerte est détaillée dans le POI sous forme d'un schéma d'alerte (chapitre I), différenciant les cas en heures ouvrées et hors heures ouvrées. Ce schéma, ainsi que les fiches réflexes, indiquent que le personnel du dépôt peut déclencher le POI.  Le POI précise la liste des personnes pouvant occuper la fonction de DOI (chapitre IV – distribution des fonctions).  Le rôle de l'astreinte y est également détaillé dans la fiche réflexe «astreinte 1er niveau». Toutefois, le délai d'arrivée sur site de l'astreinte n'est pas indiqué. L'exploitant pourra préciser le temps maximal d'arrivée théorique de la personne d'astreinte à l'occasion de la prochaine mise à jour de son POI.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de préciser le délai d'arrivée de l'astreinte sur site. Cette information devra être intégrée à la fiche relative à l'astreinte, à l'occasion de la prochaine mise à jour du POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
<b>Constats :</b>  La fiche du chapitre I «Transition POI/PPI» indique la procédure à suivre et le rôle de l'exploitant dans le cadre du PPI.

<p>Le DOI peut déclencher le PPI et est responsable de la communication avec les autorités. L'exploitant met à disposition des services de l'État un poste de commandement aménagé sur le site (PC Exploitant) ou au voisinage de celui-ci.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Contenu POI : description des mesures à prendre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, des fiches réflexes sont à disposition. Ces fiches sont présentées pour chaque scénario, prenant en compte les conditions météo, les zones d'effets et les moyens incendie et d'intervention. Concernant le scénario objet de l'exercice POI, les moyens de lutte contre l'incendie sont situés dans des périmètres correspondant à des seuils d'effets létaux significatifs (SELS) - limite accessible avec une tenue de pompier (max 2min d'intervention pour du personnel formé) - ou au-delà (périmètre pour lequel les flux thermiques sont moins importants). Les moyens incendie sont en dehors de la zone des effets domino sur les réservoirs de stockage.</p> <p>En pages 2 et 3 de chaque fiche réflexe, l'adéquation des moyens humains et incendie associés est démontrée par des calculs.</p> <p>Une fiche dédiée au rôle d'astreinte est présente dans le POI (fiche réflexe «astreinte 1er niveau»).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier la position de ses moyens incendie, en particulier par rapport aux zones d'effets du feu et à la limite des effets domino sur les canons.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 12 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
<p><b>Constats :</b></p> <p>La salle POI se situe au «PC EX», et dispose des moyens de communication, des documents de gestion de crise ainsi que des fiches réflexes relatives à chaque scénario, facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant dispose d'une sirène POI et d'une sirène PPI, distinctes, mises en œuvre pendant les exercices. La sirène POI a été déclenchée lors de l'exercice et était audible.</p> <p>L'exploitant dispose d'une ligne fixe permettant de déclencher l'automate d'appel en salle PC EX. Cet automate a été testé à l'occasion de l'exercice POI afin d'alerter notamment les entreprises voisines. <b>Il est à noter que la ligne fixe en salle PC EX n'a pas fonctionné correctement le jour de l'exercice. Les appels ont dû être passés en personne, par le DOI.</b></p> <p><b>Suite à l'exercice, l'exploitant a relevé des difficultés à joindre certains interlocuteurs. Ainsi, l'exploitant a signalé certaines difficultés à joindre une des mairies, qui ne disposait pas d'une ligne téléphonique dédiée à la gestion du risque.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de rétablir le bon fonctionnement de la ligne fixe présente au PC EX (ce bon fonctionnement doit être assuré à toute heure de la journée) ;</li> <li>- de préciser si les sirènes POI et PPI sont en dehors de zones d'effets thermiques susceptibles de les endommager;</li> <li>- de prendre l'attache des interlocuteurs à prévenir en cas de crise, difficiles à joindre pendant l'exercice, afin d'assurer une bonne communication à l'avenir.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 13 : Contenu POI : information autorité PPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas de déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI), le DOI en informe la préfecture.</p>

<p>La fiche «alerter les autorités administratives» précise les éléments à communiquer le cas échéant.</p> <p>La fiche «transition POI / PPI» précise qu'un représentant du dépôt pourra se déplacer auprès des autorités administratives afin d'assurer la communication d'informations au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Contenu POI : articulation avec SDIS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est autonome en termes de moyen incendie, vis-à-vis du recours au SDIS (cf courrier du 29/04/2015). Le POI prévoit, néanmoins, en cas de déclenchement du POI, d'alerter les pompiers. La fiche «alerter les pompiers» détaille les éléments à transmettre au SDIS. L'appel est effectué par le gardien hors heures ouvrées, ou par un agent du dépôt en heures ouvrées. En cas d'intervention, le SDIS sera accueilli par le gardien.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Contenu POI : formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>cf constat n°7</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>cf demandes formulées au constat n°7</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Contenu POI : moyens d'atténuation**



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
<b>Constats :</b>  Par sondage, en lien avec le scénario retenu lors de l'exercice POI, la fiche correspondante au scénario réalisé le jour de l'inspection, mentionne effectivement les moyens d'intervention à activer en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le POI liste des matières susceptibles d'être présentes sur site (annexe 4), la liste des matières stockées est disponible sur demande. L'inspection a constaté sur place, en salle de contrôle, l'affichage de l'état des matières stockées demandé, à jour. L'exploitant précise que cet état des stocks est actualisé quotidiennement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : État des stocks détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques

<p>particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks est disponible rapidement (cf. constat précédent). Celui-ci mentionne notamment les mentions de danger et les pictogrammes de dangers associés à chaque substance. La synthèse des quantités de matières stockées est mentionnée sur un document présenté le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'état des stocks prévoit la mention de déchets, le cas échéant;</li> <li>- si un plan du site faisant apparaître les stockages relatifs à l'état des stocks est disponible.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 19 : État des stocks synthétique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. [...]</li> <li>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, un document synthétique présente l'état des stocks, l'information renseignée semble convenir à un usage professionnel. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer à l'inspection si cet état des stocks peut être communiqué à des fins d'informations à la</p>

population.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre un exemple d'état des stocks synthétique, répondant à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois